

LEGISLATIVES

Les ambitions du PRA

A trois jours de l'expiration du délai de dépôt de listes de candidatures aux élections législatives, le ministère de l'Intérieur a validé le congrès du Parti du renouveau algérien (PRA) tenu le 8 mars dernier. Le désormais nouveau secrétaire général du PRA, Kamel Bensalem, a animé, hier, au siège du parti, une conférence de presse au cours de laquelle il a annoncé la participation du PRA aux élections législatives du 17 mai. «Le congrès tenu le 8 mars dernier a été approuvé par le ministère de l'Intérieur jeudi dernier», a annoncé le conférencier selon lequel tout sera mis en œuvre pour une participation effective à cette échéance électorale. Pour cela, «tous les membres, même ceux ayant quitté depuis des années le PRA, sont appelés à y participer. Et nous entrons dans ces législatives avec force et vigueur et nous allons créer la surprise», a lancé, confiant, le nouveau secrétaire général. Il a précisé que son parti compte être présent dans les 48 wilayas. «Nous n'avons pas perdu de temps et nous avons ficelé les listes de 20 wilayas», a-t-il ajouté. La journée d'aujourd'hui sera consacrée à apporter les dernières retouches pour le restant des listes.

«Dans seules trois ou quatre wilayas, il y a une possibilité de non-présentation de listes», a-t-il noté. Avant de noter qu'à l'instar des autres partis politiques, il a demandé la prolongation du délai de dépôt. «Nous aurons aussi un représentant au Moyen-Orient, en Tunisie et peut-être en Europe», a-t-il encore souligné. Et d'affirmer : «Pour la wilaya d'Alger, la liste devrait être ficelée aujourd'hui, (hier, ndr) dans la soirée.» Quant au SG du PRA, il sera, après insistance des militants, tête de liste dans la wilaya de Médéa. Pour le conférencier, son parti est tout à fait capable d'avoir un groupe parlementaire eu égard aux qualifications de ses candidats. «Nous nous considérons comme un parti influent qui peut apporter beaucoup pour la concrétisation du programme du président de la République», a-t-il annoncé.

Il fera savoir également que des personnalités de grands partis politiques ont pris attache avec le PRA pour être membres. «Les dossiers sont toujours en cours d'étude. Nous nous baserons d'abord sur nos militants. Et ceux qui ont été exclus des autres partis nous ne pouvons les intégrer chez nous.»

Il a, en outre, annoncé le gel des sanctions contre les dissidents dont l'ex-secrétaire général du PRA, Smail Abderrezak. «Ils n'auront qu'à envoyer une lettre d'intention de réintégration», a-t-il précisé.

M. O.

DISSIDENTS DU PRA
Conseil national ce jeudi

A peine la décision du ministère de l'Intérieur validant le dernier congrès du PRA rendue publique, que les dissidents ont annoncé la tenue, pour ce jeudi à Alger, d'un conseil national. De ce fait, Athmani Mahfoud Abdallah, se présentant comme président de la commission nationale des élections, élu lors du conseil national du 22 février dernier en présence de la majorité des membres du conseil national et le secrétaire général élu lors du congrès du 14 octobre 2004 dont le mandat est valable jusqu'à 2009, a dénoncé la décision du département de Zerhouni. Il l'a considéré «comme une ingérence dans le parti». Dans ce sens, Athmani Mahfoud Abdallah dira : «L'Intérieur a les prérogatives de désigner les walis et non pas les présidents des partis politiques.

Le PRA est, de ce fait, devenu un département de l'intérieur.» Aussi, les dissidents dans un communiqué remettent «en cause les décisions du ministère de l'Intérieur de valider le dernier congrès et le gel des activités du PRA par ce département depuis deux mois». Athmani Mahfoud Abdallah ajoutera : «Nous les considérons comme une injustice et une hagra.» Il notera aussi que «le ministère de l'Intérieur a validé le congrès de Kamel Bensalem qui n'a même pas respecté la présence du tiers du conseil national composé de 77 personnes». Une lettre au ministère de l'Intérieur, à la Justice, à la présidence et la chefferie du gouvernement a été adressée pour faire état de toutes les «anomalies» entachant ce congrès. Selon une note du PRA, Kamel Bensalem a été exclu le 7 octobre 2006. «Nous avons décidé de tenir un conseil national jeudi prochain pour contester la décision du ministère de l'Intérieur. Et nous ferons appel aux organisations internationales au besoin», a-t-il annoncé avant d'appeler l'ensemble des militants, sympathisants et personnalités d'y participer. Il n'a pas exclu la possibilité de la création d'une nouvelle direction d'un PRA bis.

Athmani Mahfoud Abdallah fera part de quatre plaintes déposées contre cette équipe pour spoliation des biens des partis et escroquerie, contre les décisions d'exclusion, contre l'utilisation du siège à des fins immorales.

M. O.

RCD

Saïd Sadi candidat à Alger

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui s'était abstenu de prétendre à une représentation parlementaire en 2002, en raison de la situation qui prévalait alors dans la région de Kabylie, ira le 17 mai prochain à la conquête de l'hémicycle Zirout-Youcef. Le parti compte s'investir grandement dans la compétition électorale. Saïd Sadi, le président du parti, a posé sa candidature, en tant que tête de liste, au niveau de la capitale.

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Au siège national du parti, à El-Biar, les langues avaient du mal à se délier hier. L'information, à propos des listes de candidatures et des candidatures elles-mêmes, était maintenue, nous rôtissait-on, sous embargo... jusqu'à aujourd'hui dimanche. Les indiscrétions, elles, créditent le parti de Saïd Sadi d'une prétention à «candidater» dans la totalité des circonscriptions électorales, l'émigration y compris. Ces indis-

crétions donnent Saïd Sadi tête de liste à Alger. Il serait secondé par l'ancien ministre des Transports Hamid Lounaoui.

En troisième place sur cette liste d'Alger figurerait un fédéral de la Centrale syndicale, Azzi Abdelmadjid, le patron de la puissante fédération des retraités. Pour la wilaya de Tizi-Ouzou, ce serait à Nordine Aït Hamouda que reviendrait la charge de diriger la liste du parti. A Béjaïa, c'est Djamel Fardjallah,



talonné par Tarik Mira, qui serait tête de liste. Il n'y aurait pas de surprise également pour Bouira et Boumerdès où ce seront respectivement Ali Brahim et Rabah Boucetta qui conduiront les listes de candidatures. En somme, des membres de l'exécutif natio-

nal du parti. On parle, pour Constantine, de Hosna Abdelhamid comme tête de liste et, pour Oran, de Farid Khemisti. Le RCD, apprend-on de sources proches du parti, mènerait campagne autour du slogan «Ensemble pour l'Algérie de demain».

S. A. I.

MSP

Deux ministres mais pas Soltani

La formation de Aboudjerra Soltani se lance dans les joutes électorales avec deux ministres, têtes de liste, des membres du madjliss échoua mais sans la participation de Aboudjerra Soltani. Officiellement, le chef du MSP ne se présente pas aux législatives car il aurait conditionné sa participation par celles des SG du RND et du FLN.

Au MSP, on estime que "du moment que ni Ouyahia, ni Belkhadem n'ont fait part de leur intention de briguer un mandat, Soltani a décidé de faire pareil". Au final, les listes des 48 wilayas préparées au niveau local et validées par Soltani verront la participation de deux ministres sur les 5 présents au sein de l'actuel gouvernement. El Hachemi Djaâboub, ministre du Commerce, se

présentera donc à Mila et Mustapha Benbada, ministre de la PME, tentera sa chance à Ghardaïa. Amar Ghoul, ministre des Travaux publics, et Smail Mimoun, ministre de la Pêche, ont été sollicités mais ont préféré s'abstenir.

Le chef du madjliss échoua, Mohamed Megharia, portera les couleurs du parti à Chlef, tandis que les deux vice-présidents, Abdelmadjid Menasra et Abderrahmane Saïdi testeront leur popularité pour le premier à Batna et le second à Blida. Seront également candidats à la députation Semari, le chef du groupe parlementaire qui sera tête de liste à Laghouat, et Rabhi, le chef du bureau d'Alger qui se présente logiquement dans la capitale. Les responsables du parti affirment que la participation féminine sera plus que respectable. On assure que les femmes ne feront pas que de la figuration. Elles se contenteront pour-

tant de la troisième ou quatrième place sur les listes. La formation de Soltani n'est donc pas sortie des sentiers battus en plaçant à la tête des listes des personnalités originaires des wilayas où elle compte raffer le plus de voix. Une stratégie qui, aux dires des responsables du parti, va payer puisque très optimiste, Soltani vient de déclarer que le nombre des députés MSP qui regagneront l'hémicycle après le 17 mai sera triplé. Ce qui lui laisse entrevoir l'espoir de se hisser deuxième force politique.

Trop optimiste le pronostic ? Réaliste, répond le numéro un du MSP qui, non seulement croit dur comme fer en les chances des candidats, mais qui leur prédit aussi un avenir radieux dans l'opposition qu'il compte rejoindre au lendemain du 17 mai.

Nawal Imès

ALI LASKRI A PARTIR D'AZEFFOUN

"Etre député, c'est faire un mariage de complaisance"

En perspective des législatives du 17 mai prochain, le premier secrétaire national du FFS, Ali Laskri, a animé une conférence à la salle des fêtes d'Azeffoun en présence d'un parterre composé essentiellement de militants de son parti, mais aussi de citoyens avides du fait politique.

D'emblée, le conférencier annonce que "les militants du FFS refusent de s'attabler avec des gens louches, des mafieux et des assassins". Le ton est donc donné pour ce qui sera, au fil de son intervention, un véritable réquisitoire envers, tour à tour, le pouvoir en place, ce qu'il appelle ses relais politiques, Sidi Saïd, l'affaire Khalifa et les arouch.

S'en démarquer en boycottant les prochaines joutes électorales, selon l'orateur, est l'option des plus réalistes pour son parti, c'est aussi une manière de témoigner sa fidélité aux principes directeurs du parti tirés du mouvement national. "C'est un devoir de mémoire et d'engagement", martèle-t-il. Le pre-

mier secrétaire avance dans son argumentation en faveur d'une rupture avec ces élections par le refus de cautionner "une démocratie de façade", et surtout ce "régime dictatorial", responsable, selon lui, de tous les maux que nous subissons, tels le chômage, la fuite des cerveaux, les harragas et l'impunité.

Dans ce dernier registre, il évoquera en s'interrogeant sur le devenir des assassins de Benhamouda, Boudiaf, Mecili, Kasdi Merbah, qui courent toujours.

Les travailleurs et la privatisation étaient, aussi, au menu de l'intervention de Laskri qui accuse Sidi Saïd de cautionner la démarche du pouvoir en place par des manœuvres auxquelles il accorde l'intention de privatiser les hydrocarbures.

Par ailleurs, le représentant du parti d'Aït Ahmed n'omet pas de faire un parallèle avec l'affaire Khalifa pour citer le même responsable de l'UGTA en incitant les travailleurs à l'estimer en justice dans cette histoire.

Pour l'intervenant, autant de reproches sont au préalable des raisons suffisantes pour prôner le boycott et dire qu'il "être député, c'est faire un mariage de complaisance".

La fin de la conférence a été l'occasion pour l'assistance de poser diverses questions relatives à la situation économique et notamment l'avenir du FFS, les arouch et l'alliance au pouvoir. Pour répondre, le premier secrétaire national évoque d'abord son parti pour dire qu'il n'y a pas l'avant et l'après-Aït Ahmed "Le FFS est une école pour tous les militants épris des idéaux démocratiques, de justice et des droits de l'homme". Ensuite, concernant les arouch, il dira que "c'est une création des services de sécurité". Enfin, pour la majorité au pouvoir, il fera remarquer que le rôle de celle-ci se résume, en réalité, au verrouillage du champ démocratique à s'approprier des richesses du pays et à empêcher l'émergence des compétences.

F. B.